

ANALYSE

Extrême droite : Les formes renouvelées du sexisme et du racisme

Par Vanessa D'Hooghe, Bureau d'étude.

EN BREF :

- Les partis traditionnels ont pratiqué des politiques déshumanisantes qui ont nourri un terreau favorable au retour de l'extrême droite.
- Dans le même temps, l'extrême droite a lissé son image, en quête de respectabilité, ce qui rend la détection de leur idéologie sous-jacente plus difficile. De plus, de nouveaux partis sont apparus « à la droite de la droite », créant un continuum (et un flou) entre partis de droite et d'extrême droite.
- L'idéologie raciste des partis d'extrême droite est toujours bien présente. Elle s'exprime de façon plus prudente, dans une stratégie de contournement des lois anti racistes et avec une intensité différente selon le public qu'elle veut toucher.
- L'idéologie patriarcale est toujours bien présente. La femme est au service de la famille et de la reproduction de la communauté nationale et ces partis sont violemment anti-féministes. Ils instrumentalisent les droits des femmes à des fins racistes.
- L'extrême droite propose quelques mesures dites « de gauche » par stratégie électorale, afin de toucher les plus précarisé.e.s. Cependant, ces mesures ne respectent pas le principe premier du renforcement des droits sociaux : la solidarité.
- Les électeurs des partis de droite dure et d'extrême droite sont principalement des hommes. Cependant, les femmes augmentent dans leurs rangs. Elles constituent une manne électorale importante pour eux s'ils veulent voir leurs résultats progresser.

En 2000, Vie féminine prenait position contre l'extrême droite dans le but de la combattre partout où elle existe¹. C'est ce que nous avons fait inlassablement, en construisant des solidarités et en déconstruisant les idées racistes, sexistes et anti-pauvres avec les femmes, au cœur de leur quotidien. Ce travail de terrain réalisé ensemble nous rend conscientes du formidable potentiel de transformation de l'éducation permanente féministe mais aussi de l'ampleur d'une tâche qui ne diminue pas. En effet, les politiques racistes, d'austérité et sexistes menées ces 10 dernières années divisent et mettent en concurrence les femmes, à force de les plonger dans une précarité de droits et de moyens.

Depuis, l'extrême droite est revenue en force. Les élections fédérales et européennes belges du 26 mai 2019 font du Vlaams Belang le deuxième parti au Nord du pays, impactant la création d'une majorité gouvernementale en Flandre mais aussi au gouvernement fédéral. En Europe, les partis populistes et d'extrême droite ont également pris beaucoup d'ampleur (en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en Espagne, en Italie, en France, ...).

Il ne s'agit pas seulement d'une remontée statistique et au pouvoir de ces partis. L'extrême droite est aujourd'hui en quête de respectabilité et lisse son image, ce qui rend la détection de leur idéologie sous-jacente plus difficile. Tandis que de nouveaux partis apparaissent « à la droite de la droite », créant un continuum entre partis de droite et d'extrême droite, ce qui participe à un flou des contours de l'extrême droite sur l'échiquier politique.

L'extrême droite a en partie changé de visage (mais pas de fond) et évolue dans un autre contexte, malheureusement plus favorable. Comment cela se joue-t-il en Belgique ? Que trouve-t-on dans les programmes de ces partis, dans leur communication ? Quelles formes prennent le racisme et le sexisme au sein de ceux-ci ? Qui sont leurs électeurs/électrices, leurs candidats/candidates ?

Décryptons les formes actuelles de l'extrême droite, pour mieux les combattre :

1. Comprendre le contexte
2. Comprendre les formes du racisme
3. Comprendre les formes du sexisme
4. Comprendre ce que cache le virage « à gauche »
5. Comprendre pourquoi et comment ces partis attirent aussi les femmes
6. Continuer de lutter contre l'extrême-droite

¹ « Les femmes contre l'extrême droite », prise de position de Vie Féminine, 2000.

1. COMPRENDRE LE CONTEXTE

Le spectre de l'extrême droite en Belgique

Il n'y a pas de définition unanime de l'extrême droite, d'autant que ses formes sont différentes selon les contextes politiques et en mutation constante. Mais il existe plusieurs caractéristiques :

- le nationalisme exacerbé (son propre peuple, sa propre ethnie d'abord)
- le racisme et la xénophobie (peur et rejet de tout ce qui est différent), en ce compris, de manière plus spécifique, l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie,
- l'obsession sécuritaire
- la confusion Etat/Nation
- le culte du chef
- le rejet de la démocratie.
- l'instrumentalisation des femmes (leur corps, leurs droits) au service de leur idéologie et au détriment de leur émancipation individuelle et collective²

Aujourd'hui, plusieurs partis s'approchent de ces caractéristiques, les cumulent toutes ou en partie. Il y a les partis qui sont historiquement d'extrême droite et ceux qui se sont constitués « à la droite de la droite », en réunissant l'obsession sécuritaire, le caractère raciste et xénophobe de leur vision de société (axé autour des questions d'immigration et de l'islam), le populisme de leur communication et souvent, une programme socio-économique ultra libéral.

Du côté francophone, nous retrouvons le parti populaire, la liste Destexhe et Nation (front national belge). Du côté néerlandophone, nous retrouvons la NVA et le Vlaams Belang.

L'extrême droite et les partis de droites dures et populistes francophones sont morcelés. Les personnalités qui représentent ces idées ne rencontrent jusqu'à présent pas de succès électoral. Cependant, s'ils sont en manque d'un.e leader, leurs idées sont plébiscitées et la menace doit être prise au sérieux : selon un baromètre politique de 2015, 1/3 des wallons et 1/4 des bruxellois se disait prêt à voter pour Marine Le Pen si elle se présentait en Belgique³. Du côté néerlandophone, les idées nationalistes se superposent à la volonté de scission du pays. Le Vlaams Belang, parti historique d'extrême droite et flamingant est maintenant concurrencé par la NVA, nationaliste, séparatiste et xénophobe.

² Liste reprise et adaptée de « L'extrême droite, l'éternel retour », CEPAG, 2014.

³ « Grand Baromètre: un Wallon sur trois serait prêt à voter pour Marine Le Pen », *RTL info*, avril 2015.

Un terreau favorable... nourri par les partis traditionnels

Politiques déshumanisantes

Dans notre prise de position de 2001, nous pointions les « risques de dérives » des partis non extrémistes, tentés de surfer sur les fonds de commerce des partis d'extrême droite en s'appropriant dangereusement une partie de leurs idées ou de leurs discours : le sécuritaire, la lutte contre l'immigration ou encore les restrictions dans les dépenses sociales. Ce tournant a été largement réalisé depuis. Ces dernières années, plusieurs politiques ont participé à la déshumanisation de l' « autre » ou à lui retirer des droits de base : politiques anti-sociales, déchéance de nationalité, criminalisation de la solidarité avec les migrant.e.s et chasse aux exilé.e.s⁴. Une déshumanisation qui ouvre la porte à un vote de haine et qui banalise, en les faisant entrer dans le champ de la politique « traditionnelle », certains discours et pratiques. Certaines politiques ont été ouvertement racistes (comme la politique migratoire), d'autres ont été « aveugles », soi-disant « neutres » mais violemment néolibérale. En entamant les droits humains, elles ont retiré dignité et humanité à certaines catégories de personnes (racisé.e.s, pauvres, femmes). Avec pour résultat, une société de plus en plus inégalitaire, de plus en plus proche dans les faits des projets d'extrême droite, favorisant la division de la population.

La distinction entre une extrême droite, qui est généralement anti-Union européenne et l'Europe, qui est le rempart aux idées fascisantes et qui garantit la protection des droits humains, sociaux et de la paix, s'est aussi effritée, avec des politiques européennes en matière de migration elles aussi inhumaines.

Atteintes à la démocratie

Jusqu'alors propre aux partis d'extrême droite, la remise en question de piliers de la démocratie a également fait son entrée dans le champ de la politique traditionnelle et des partis au gouvernement. Cela passe par la remise en question de la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), notamment les critiques de Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, de décision de Justice concernant la délivrance de visas⁵. Cela passe également par les atteintes aux droits de catégories de personnes les plus vulnérables au sein des rapports de domination. Les membres NVA au gouvernement ont maintes fois critiqué le travail d'Unia, centre pour l'égalité des chances⁶. Un certain nombre de lois portées par les partis du gouvernement ont été jugées anticonstitutionnelles ou l'étaient potentiellement (réforme du pro deo, service communautaire, visite domiciliaires) et certaines pratiques enfreignent ouvertement les droits humains (enfermement des enfants). La politique menée s'est faite également plus sécuritaire et autoritaire, avec des entraves au

⁴ « Levons-nous contre la montée de l'extrême droite en Belgique et en Europe », *La Libre Belgique*, 27 mai 2019.

⁵ Concernant la décision de la cour d'appel de Bruxelles qui avait rendu un arrêt l'obligeant à délivrer les visas à une famille Syrienne. « Refus de visas à une famille syrienne: les propos de Theo Francken sont inacceptables, juge le collège du Ministère public », *La Libre Belgique*, 10 décembre 2016.

⁶ « Patrick Charlier: « Les critiques contre Unia réduisent notre travail à des futilités » », *Le Soir*, 26 février 2017.

droit de grève ou encore des attaques du secret professionnel des travailleurs/euses sociaux/ales. Autre pilier de la démocratie : la liberté de la presse. Si sa liberté fut maintenue, la presse a connu plusieurs attaques à l'encontre de probité et de son honnêteté, sous forme de suspicion de « fake news », a des fins de stratégie politique bien plus que d'analyse critique des médias.

Importance du tissu associatif

La Wallonie et Bruxelles échappent à la vague d'extrême droite qui monte partout en Europe et font figures d'exception. Notamment parce que Bruxelles est multiculturelle et que la Wallonie ne dispose pas historiquement d'un nationalisme identitaire aussi construit qu'en Flandre. Mais aussi en raison d'un tissu associatif resté fort et diversifié⁷ : syndicats, mouvements d'éducation permanente, mouvement ouvrier, associations féministes de divers bords philosophiques. Ce tissu participe à transformer et parfois amortir les tensions sociales mais aussi à organiser les revendications, poser des mots sur les mécontentements et constituer un rapport de force productif avec le pouvoir politique. En Flandre, de telles associations résistent en faisant un travail conséquent mais sont isolées. Le Vlaams Belang constitue alors l'alternative anti-système. Ce travail de terrain et l'absence d'une extrême droite francophone bien constituée a permis à la Wallonie et à Bruxelles de rester cette exception. Néanmoins, d'autres pays au tissu associatif dense et actif (bien qu'issu d'une autre histoire), tel l'Espagne, viennent de voir monter l'extrême droite et il ne faut pas se croire à l'abri. Ces scores électoraux montrent plus que jamais l'importance du travail de terrain mais aussi les solidarités à tisser avec les associations de terrain en Flandre.

2. COMPRENDRE LES FORMES DU RACISME

Le Vlaams Belang : le programme

Le Vlaams Belang a un programme ouvertement anti-étrangers : détention des demandeurs d'asile dans des centres fermés ; remise en question de la convention de Genève qui garantit le droit international humanitaire ; « désislamisation » de la société et agitation de la peur du « remplacement »⁸, de la menace sur le mode de vie flamand et européen aux racines chrétiennes ; refus d'assistance sociale aux « clandestins » immigrés ; économies réalisées sur l'immigration et la Wallonie au profit d'une seule population, les flamands ; subventions aux productions culturelles flamandes prioritairement sur les autres productions culturelles considérées comme menace de la culture flamande⁹. Le Vlaams Belang, comme d'autres partis d'extrême droite, pratique une vision simpliste de la société avec des boucs émissaires dont l'exclusion ou le contrôle résoudra les problèmes. Le programme crée une

⁷ « Bruxelles, Wallonie, où l'extrême droite n'existe pas », Analyse d'Henri Goldman, *Médiapart*, 1^{er} juin 2019.

⁸ Théorie partagée par l'extrême droite qui décrit la menace du remplacement des populations blanches européennes ou occidentales – et ici, plus spécifiquement, flamandes – par des immigrés de couleur et majoritairement musulmans.

⁹ “Eerst onze mensen”, verkiezingsprogramma 2019, Vlaams Belang.

distinction et un ordre de priorité entre les « peuples » et les « cultures » au profit de la population flamande.

La stratégie

Pourtant, ne plus être qualifié de raciste ou d'anti-démocratique est un véritable enjeu et une stratégie affirmée pour les partis d'extrême droite aujourd'hui, qui sont en quête de respectabilité. Voyons quelle forme cela prend au sein du Vlaams Belang.

En 2004, le Vlaams Blok a été condamné pour racisme par le tribunal de Gand, alors qu'il venait de faire un score historique à plus de 20% des voix. Cela lui a coûté sa relative « victoire ». Le parti a été dissout et s'est reformé sous le nom de Vlaams Belang. Depuis, le Vlaams Belang manie les législations anti-racistes afin de ne plus tomber sous le coup de la loi. Il a exclu immédiatement la présidente du Vlaams Belang de Saint Trond pour un salut hitlérien, geste punissable par la loi pour ne pas risquer une nouvelle condamnation. En 2018, le parti sort vainqueur d'un litige qui l'opposait devant la Cour d'Appel d'Anvers aux organisateurs de la foire du livre d'Anvers qui refusaient d'accueillir un stand d'un éditeur lié au Vlaams Belang pour cause de racisme. Cet arrêt ne dit pas « que le Vlaams Belang n'est pas raciste, mais bien qu'il n'est pas prouvé qu'il l'est. Il ne concerne pas l'analyse du programme du parti mais la présence d'un éditeur dans une foire du livre, et ne peut donc pas être extrapolé à ce programme »¹⁰. Néanmoins, depuis, le Vlaams Belang pratique l'offensive : toute accusation de racisme est menacée de poursuite en justice sur base de cet arrêt.

L'autre versant de cette stratégie a été de se rendre acceptable auprès d'électeurs plus modérés et plus jeunes, de façon à s'allier de nouveaux électeurs... mais sans perdre les anciens plus radicaux. La nouvelle tête du parti, Tom Van Grieken est beaucoup moins provocatrice que Filip De Winter. Mais les anciens qui ont affiché un racisme décomplexé par le passé restent dans les rangs du parti. Tandis que le nouveau candidat, Dries van Langenhove¹¹, fondateur de Schild & Vrienden, mouvement de jeunes extrémistes flamands dont le racisme, le sexisme et l'homophobie ont été révélés par un documentaire de la VRT, réunit les jeunes et les radicaux.

Le parti a également joué sur plusieurs canaux de communication. En Flandre, où il n'existe pas de cordon sanitaire médiatique¹², le parti a participé à un talk-show et une émission pour enfant. Ce mélange des genres permet de se rendre sympathique sans parler ou peu de son programme. Il est aussi le parti qui a dépensé le plus dans la communication sur les réseaux sociaux, Facebook notamment : une communication ciblée qui touche le public des primo-votants et les sympathisants potentiels, tout en passant inaperçue aux yeux de celles et ceux

¹⁰ « Ce n'est pas parce que le Vlaams Belang n'a pas été condamné pour racisme... qu'il n'est pas raciste ! », Opinion de Gilles Milecan, *La Libre Belgique*, 05 juin 2019.

¹¹ Actuellement inculpé d'infractions à la loi sur le racisme, à la loi réprimant les faits de négationnisme, ainsi qu'à celle portant sur les armes par le juge d'instruction de Gand.

¹² Le cordon sanitaire est un consensus entre les partis démocratiques de ne pas entrer dans le débat politique et médiatique avec les partis d'extrême droite. Le cordon sanitaire médiatique consiste à ne pas laisser ces partis s'exprimer dans les médias. Ce principe est inscrit dans les règlements du CSA et de la RTBF, deux textes qui ne concernent pas la Flandre.

qui pourraient s'indigner de leurs idées. Sur ces réseaux, le parti et leurs sympathisants ont utilisé la culture web, via les « mèmes », comme Donald Trump l'avait fait dans sa communication¹³. Il s'agit d'images fortes accompagnées de texte qui les détournent ou au contraire soulignent leur sens. Ils permettent de faire passer des messages simples en faisant appel aux émotions et deviennent rapidement viraux. Le mème ne porte pas de contenu détaillé mais fait appel à une communauté de pensée et des sentiments implicites partagés par un groupe. Ils peuvent donc facilement échapper aux accusations de racisme. Ceux diffusés dans les réseaux du Vlaams Belang, créés par le parti, étaient principalement centrés sur la question de l'immigration. Sur l'un d'eux, on voit par exemple du côté droit de l'image une dame âgée blanche au regard soucieux accompagné du montant mensuel d'une pension moyenne (1100 euros) et du côté gauche de l'image, plusieurs hommes noirs interpellés par la police accompagné du « cout » d'un demandeur d'asile : 1249 euros par mois. Les deux images sont traversées par cette question : « des pensions plus élevées ou plus d'immigration, que choisissez-vous ? ».

Les autres partis

Pour les partis « à la droite de la droite », le rejet de l'étranger trouve sa place dans le discours sécuritaire et une politique anti-migration forte, ainsi que dans une communication populiste, qui parle aux émotions de l'électeur en attisant sa peur de l'autre.

Le Vlaams Belang a adopté la vision « culturelle » du racisme mais défend encore une forte hiérarchie des « peuples », très lisible. Les partis de droite radicale et populistes n'avancent pas ou peu sur le terrain de la hiérarchie entre les peuples mais activent la peur de l'atteinte à « nos valeurs ». Ils pratiquent un racisme qui ne cible plus les races mais les communautés culturelles, considérées menaçantes pour « notre » culture. Pour ce faire, plusieurs détournements de sens ont lieu. L'appropriation par ces partis de l'idée d'intégration à des fins racistes : certaines catégories d'étrangers ne respecteraient pas nos valeurs, ne s'intégreraient pas. Lorsque des discours visent le communautarisme, cela permet aussi un glissement de vocabulaire : on ne parle pas des arabes, des marocains, des musulmans mais des « quartiers », des « banlieues » (en France), des « zones de non droits », de l'« insécurité ». On ne nomme pas la catégorie de population visée mais le phénomène de « regroupement ». On ne combat pas l'étranger mais on agit au nom de valeurs positives : égalité homme/femme, modernité, liberté de religion, etc. Ce discours sert une politique migratoire dure (ne pas faire entrer sur le territoire des personnes aux valeurs supposées opposées aux valeurs occidentales, à moins d'avoir vérifié leur compatibilité). C'est l'équivalent politique de « je ne suis pas raciste, mais... ».

Mais il ne s'agit pas de la seule stratégie. On a également pu observer la remise en question des politiques d'égalité des chances et de discrimination positives (supposées encourager le communautarisme), la négation du racisme (il n'existerait plus ou presque plus, à part dans les arguments victimaires des associations anti-racistes), le retournement de l'accusation de

¹³ « Comment le Vlaams Belang a gagné les élections sur Facebook », *Le Soir*, 27 mai 2019.

racisme (le racisme anti-blanc)¹⁴, ou la prise de position contre certaines formes de racisme uniquement, comme l'antisémitisme.

Pour ces partis, ce n'est pas toujours au sein des programmes que le rejet de l'étranger est le plus virulent. Il peut s'exprimer plus clairement dans des « fuites » ou « dérapages », en « off » ou sur les réseaux sociaux. C'est-à-dire en dehors de la communication officielle. Est-ce réellement malencontreux ou cela fait-il partie d'une stratégie de communication qui permet de dire officieusement ce qu'on ne dit pas officiellement pour conforter un électorat anti immigration ? La question reste ouverte.

Le racisme, ce n'est pas que ce qui est visé par la loi :

Les lois anti-racistes, indispensables, ne peuvent pourtant pas être le seul filtre pour juger du racisme d'un parti car elles ont une portée limitée. Elles sanctionnent des actes (discrimination, crime, incitation à la haine) et non des idées. Actes dont il faut apporter une preuve concrète du caractère raciste, ce qui n'est pas toujours facile. Elles portent sur les manifestations individuelles et ponctuelles de racisme et peinent encore à contrer un racisme systémique, à l'échelle de la société ou dans ce cas-ci, d'un parti politique, dont les différentes formes d'expression mises ensemble produisent du racisme. Enfin, les lois pratiquent une définition figée du racisme alors qu'il évolue et prend de nouvelles formes.

De plus, le racisme ne se juge pas que dans le programme ou la communication d'un parti. Mais aussi dans ses liens avec la société. Le racisme présent dans la société a donné légitimité à ces partis, partis dont les scores donnent légitimité au racisme : plusieurs témoignages vont déjà dans le sens d'une augmentation du nombre d'agressions racistes décomplexées depuis les élections¹⁵.

3. COMPRENDRE LES FORMES DU SEXISME

Les programmes de la droite dure et de l'extrême droite sont-ils sexistes ? Quelle place et quel rôle réservent-ils aux femmes dans leur projet de société ? Sont-ils anti-femmes ou instrumentalisent-ils les droits des femmes ?

La famille et la natalité pour contrer le « remplacement »

Pour le Vlaams Belang, historiquement, la famille est centrale, indispensable à la perpétuation de la communauté nationale et de ses valeurs. La femme est au service de cette famille traditionnelle. Le parti refuse les autres formes de familles : monoparentales, couple libre, homosexualité. La dénatalité est à combattre comme l'immigration car elles contribuent au remplacement du peuple flamand par les étrangers. Cette idéologie qui lie racisme, politique familiale et rôle de la femme, très fournie dans les années 1970, est de

14 « "Revu et vérifié": Alain Destexhe, le racisme, l'homophobie », *rtbf.be*, 25 août 2013 ; « Alain Destexhe accuse le président du MRAX de racisme », *rtbf.be*, 13 novembre 2009 ; « "Vous n'êtes pas raciste?" : Alain Destexhe répond », *RTL info*, 20 mars 2019.

15 « Racisme post-élections: les témoignages se multiplient », *rtbf.be*, 9 juin 2019.

moins en moins détaillée dans les programmes au fil des ans mais les principes restent les mêmes. Le propos se modernise en intégrant la notion de libre choix et de conciliation vie privée/vie professionnelle pour les femmes mais avec des mesures incitant les femmes à rester au foyer, dont le revenu parental¹⁶.

Dans le programme actuel, la part consacrée à la famille prend moins de place. Néanmoins, les ressorts du discours n'ont pas changé : il s'agit de protéger « nos » familles en les soutenant. L'objectif du parti est de lutter contre tous les freins qui empêchent les flamands de faire les enfants qu'ils souhaitent (forcément) avoir. Ces freins sont une politique de l'Etat défaillante et le transfert d'argent vers les étrangers et les wallons. « Les Flamands ont un désir parfaitement normal d'enfants, mais comme leur carrière n'est pas adaptée à la famille, ils ont peur de fonder ou d'agrandir une famille. Cela se traduit par un taux de natalité malsain de 1,55 par femme, inférieur au taux de remplacement. Le Vlaams Belang veut renforcer le pouvoir d'achat de tous les ménages et supprimer les obstacles financiers à l'éducation des enfants. »¹⁷ Pour cela, le salaire parental pour les familles ayant des enfants de moins de 12 ans fait partie de leurs propositions. Le discours est neutre, visant le père comme la mère. Mais jusqu'à présent, le taux de natalité qu'ils visent ne peut encore être relevé que par les grossesses des femmes, dont le désir d'enfant semble aller de soi. Les mesures familiales proposées sont toujours accompagnées de mesures d'exclusion des étrangers, comme celles concernant les allocations familiales, augmentées pour les familles flamandes et refusées aux nouveaux arrivants. Dès lors, nous sommes encore bien dans une instrumentalisation de la capacité de reproduction des femmes au service d'un projet raciste. Cela va de pair avec un refus répété du droit à l'IVG. Les élus du VB ont régulièrement déposé des propositions de loi visant à re-criminaliser l'IVG (la dernière fois en 2011)¹⁸.

Antiféministe, anti-égalité

Le Vlaams Belang présente un passif violemment anti féministe. Les féministes sont insultées, tournées en ridicule, violentées dans la communication du parti. Elles représentent la fin de la civilisation européennes et des valeurs nationales par leur défense d'une société multiculturelle et de l'émancipation des femmes. Cet anti-féminisme n'a pas disparu. Schild en Vrienden, dont le fondateur est maintenant élu du Vlaams Belang, considère que la famille traditionnelle est menacée par la théorie du genre, les mouvements LGBT et les féministes et que la place des femmes est au ménage. Des étudiantes qui ont organisé une grève à l'occasion du 8 mars 2018 à l'Université de Gand s'étaient plaintes d'avoir été harcelées par des membres de ce groupe¹⁹. Enfin, le Vlaams Belang, bien qu'ayant respecté la règle de la parité sur ses listes électorales, l'a remise en cause juste après les

¹⁶ *Femmes et famille : analyse des programmes du Front national et du Vlaams Belang*, FPS, 2006 ; *Femmes et extrême droite*, FPS, septembre 2006.

¹⁷ Traduction sur base de "Eerst onze mensen", verkiezingsprogramma 2019, Vlaams Belang, p. 79.

¹⁸ « Le Vlaams Belang, "parti le plus anti-féminin que la Belgique ait connu" selon le CFFB », *rtbf.be*, 30 mai 2019.

¹⁹ « Schild & Vrienden » : un groupe extrémiste, réactionnaire et misogyne », *axelle*, n°211, septembre 2018.

élections. Deux des femmes élues ont « cédé » leur poste à des hommes, remettant en cause le principe d'égalité des femmes et des hommes²⁰.

Sexisme et racisme

La Vlaams Belang fait aussi d'une catégorie de femmes, les femmes voilées, le symbole de la menace étrangère, en l'occurrence de « l'islamisation » et la cible de leur racisme. Les autres partis conservateurs et même de droite traditionnelle utilisent le même procédé, sans désigner aussi clairement cette catégorie de femmes. Ils présentent néanmoins l'égalité entre homme et femme comme le propre des valeurs occidentales, absente dans d'autres cultures. Il s'agit d'instrumentalisation des droits des femmes au service d'un discours raciste. Ils visent à faire croire que les inégalités subies par les femmes sont importées dans « nos » pays avec l'immigration et que « chez nous », l'égalité est déjà réalisée. Alors que nous savons que les inégalités et les violences que subissent les femmes ont une racine bien différente, le système patriarcal, et qu'appliquer un programme raciste ne le gommepas. Les femmes racisées et parmi elles, les femmes sans-papiers, sont particulièrement touchées par ces discours qui encouragent les violences qui croisent racisme et sexisme mais aussi par le refus de droits.

S'agit-il d'un backlash ?

Vu le caractère ouvertement anti-femmes et anti-féministe des partis d'extrême droite, on peut se demander si leur succès n'est pas un retour de bâton suite à une libération (et une écoute médiatique) de la parole des femmes (notamment le mouvement #metoo) et aux (maigres) avancées féministes en matière de droits des femmes et de reconnaissance des violences. Mais aussi celles d'autres groupes minoritaires qui font aussi entendre leurs revendications : racisées, femmes et racisées, LGBT+, ...

Aux Etats-Unis, Donald Trump avait axé sa campagne sur le besoin de reconnaissance des « hommes blancs en colère » qui se sentent lésés des avancées des femmes et des minorités dans une économie où les secteurs d'emploi masculins ont connu des crises. Depuis son accession au pouvoir, l'avortement a été remis en question dans plusieurs Etats et l'armée a été fermée aux LGBT. En Espagne, le parti populiste Vox, fort de 10% des voix aux dernières élections, a exigé l'abandon des mesures contre les violences faites aux femmes qu'il juge « idéologiques » et « discriminatoires » envers les hommes ou encore la suppression des « organismes féministes radicaux » subventionnés. Sa victoire positionne ces droits comme discutables dans le débat public, alors que l'Espagne avait réalisé de considérables avancées en matière de lutte contre les violences et que la grève des femmes avait été suivie massivement en 2019²¹. Le retour en force de ces partis témoigne d'une crispation d'un pouvoir patriarcal qui se sent menacé et qui veut la restauration d'une famille traditionnelle avec rôles sexuels innés, base d'un ordre politique plus vaste²².

20 « Deux élues du Vlaams Belang cèdent leur place à des hommes », *Le Soir*, 29 mai 2019.

21 « Espagne : le parti qui hait les féministes », *axelle*, n°220, juin 2019.

22 D'après Marie-Cécile Naves, autrice de « Trump, la revanche de l'homme blanc », *Textuel*, 2018. Interview à écouter dans « De Vox à Trump : l'anti-féminisme au cœur des projets nationaux-populistes ? », *France Culture*, 07 mai 2019.

4. COMPRENDRE CE QUE CACHE LE VIRAGE « A GAUCHE »

Le grand changement dans le programme du Vlaams Belang, c'est l'apparition de mesures socio-économique dites « de gauche », alors qu'une des caractéristiques des partis d'extrême droite est de prôner un programme socio-économique ultra-libéral. Parmi les mesures présentes dans le programme du Vlaams Belang, on peut notamment lire le retour de l'âge de la pension à 65 ans et à 1500 euros minimum (avec une carrière complète fixée à 40 ans au lieu de 45 ans), le relèvement des allocations sociales au niveau du seuil de pauvreté ou encore l'abaissement de la TVA sur l'électricité de 21 à 6%. Ce changement ne concerne pas que le Vlaams Belang, il a aussi été opéré par d'autres partis d'extrême droite, dont celui de Marine Le Pen en France.

Il s'agit d'une stratégie électorale. Le Vlaams Belang se présente comme le parti défendant les intérêts du peuple, des gens ordinaires et se veut une alternative aux gouvernements successifs qui ont mené des politiques d'austérité. D'après le sociologue Mark Elchardus, « l'électorat du Vlaams Belang est constitué en grande partie de personnes socialement et économiquement vulnérables »²³. Le programme a été adapté pour toucher ces électeurs. Au contraire de leurs mesures concernant la famille, l'immigration ou la défense de la culture flamande, les mesures socio-économiques ne sont pas ancrées dans leur programme ni dans leur idéologie. Elles sont adaptables au contexte.

Plusieurs éléments viennent de plus contredire ce virage social. Le PTB, parti d'extrême gauche, rappelle qu'au niveau fédéral ou européen, le Vlaams Belang a apporté son soutien à une politique économique libérale (remise au travail des malades de longue durée, refus d'augmentation du salaire minimum)²⁴. Il y a aussi toutes les mesures proposées dans le programme de 2014 sur lesquelles le Vlaams Belang ne se prononce plus : le retrait de la Flandre de toutes les conventions collectives de travail conduites au niveau belge, outils de concertation sociale et de défense des intérêts des travailleurs, ou encore la flexibilité des travailleurs. Enfin, parmi les mesures proposées, il y a des contradictions qui empêchent d'affirmer que le Vlaams Belang avance vers une défense des droits sociaux, des services publics et de la sécurité sociale. Notamment, des mesures telles la limitation des allocations de chômage à 2 ans maximum sans exception, la scission de la sécurité sociale entre le Nord et le Sud du pays ou la baisse des charges patronales sur le travail.

Par-dessus tout, un des principes de base de la défense des droits sociaux, des services publics et de la sécurité sociale, est absent du programme du Vlaams Belang : la solidarité. Ici le projet de droits forts est basé sur le retrait de droits à certaines catégories de population (étrangers, wallons), afin de renforcer ceux du peuple national (allocations familiales augmentées pour les flamands et refusées aux nouveaux arrivants, sécurité sociale inaccessible avant un certain nombre d'années de vie et de travail en Flandre et logements attribués prioritairement à la population flamande autochtone). Il ne s'agit pas de droits universels mais de droits obtenus au mérite sur base raciste, une forme d' « ethno-

²³ « Comment expliquer la victoire du Vlaams Belang? », *7sur7*, 27 mai 2019.

²⁴ « Désormais, les malades de longue durée peuvent être licenciés sans frais », Opinion de Peter Mertens, président du PTB, *Le Vif*, 8 février 2018.

socialisme »²⁵. Nous observons ici une instrumentalisation des droits sociaux à des fins racistes et de stratégie électorale.

Enfin, autre élément à prendre en compte : des partis d'extrême droite en Europe avec un programme socio-économique renforçant le peuple national ont mené, une fois au pouvoir, une politique ultralibérale (en Autriche, une majorité de droite et d'extrême droite a fait passer la journée de travail de 10h à 12h par jour, soit des semaines de travail théorique de 60h. En Hongrie, une loi est passée permettant à l'employeur d'exiger jusqu'à 400 heures supplémentaires par an). Les mesures socioéconomiques ne faisant pas partie de l'ADN idéologique de ces partis, elles ne sont pas prioritaires sur les questions sécuritaires ou d'immigration et sont les premières à disparaître ou à « s'adapter » au contexte.

5. COMPRENDRE POURQUOI ET COMMENT CES PARTIS ATTIRENT LES FEMMES

Un vote majoritairement masculin

Qui vote pour les partis d'extrême droite ? En majorité des hommes. En Belgique, la volonté affichée du Vlaams Belang était d'atteindre le jeune homme de moins de 30 ans et parmi eux les primo votants. Il a réussi. Il est le parti flamand qui attire le plus d'électeurs masculins (53 %) et 30% de tous ceux qui ont choisi le Vlaams Belang ont moins de 34 ans²⁶. En cause, une communication sur les réseaux sociaux dédiée à ce cœur de cible mais aussi une montée du racisme, du sexisme et de l'homophobie parmi les jeunes flamands blancs et hétérosexuels : après la diffusion du reportage révélant le caractère extrémiste, raciste et sexiste de l'organisation Schild en Vrienden, la page Facebook du groupe était passée de 14 000 fans à plus de 23 000 fans.

Le Vlaams Belang a aussi touché les électeurs peu qualifiés, socio économiquement vulnérables, et habitants des communes les moins riches, bien plus qu'il ne l'avait fait en 2014. Ils sont venus s'ajouter à leurs électeurs de la classe moyenne. Selon Dave Sinardet, le Vlaams Belang capitalise sur les frustrations sociales²⁷. C'est un aspect du vote à prendre en compte et qui apparaît dans le reste des résultats des élections hors extrême droite (notamment les scores du PTB-PVDA) qui demande plus que jamais de renforcer les droits, mais par des alternatives solidaires.

Enfin, l'électeur type de Vlaams Belang vit dans des communes rurales et où il y a peu ou pas d'étrangers. Leur vote provient donc bien de la « peur » et du rejet de l'immigration qui est attisée, plutôt que de son expérience.

²⁵ Interview de Benjamin Biard, docteur en sciences politiques et chercheur au CRISP dans *Trends*, 29 mai 2019.

²⁶ « Une enquête révèle le profil de l'électeur du Vlaams Belang », *Le Vif*, 31 mai 2019 ; « Où sont les électeurs du Vlaams Belang? Pas toujours là où on les attend », *L'Echo*, 28 mai 2019.

²⁷ « Dave Sinardet livre son analyse après la vague brune en Flandre », *La Libre Belgique*, 27 mai 2019.

Des femmes comme électrices, candidates ou militantes

Les partis d'extrême droite et de droite dure ont aussi engrangé les votes des femmes, mais bien moins que les partis à gauche de l'échiquier politique. Néanmoins, le nombre de femmes qui votent pour ces partis qui menacent pourtant leurs droits est en augmentation en Europe.

Plusieurs raisons à cela : la dédramatisation de ces partis qui fait qu'il n'est plus stigmatisant de voter pour eux ; la difficulté de lire dans des programmes modérés et lissés les dangers qu'ils font porter aux droits des femmes. Mais aussi l'adhésion de certaines femmes à une vision traditionnelle de la famille et du rôle des femmes (le sexisme n'est pas l'apanage des hommes). Enfin, c'est aussi parce qu'aujourd'hui, les partis d'extrême droite réussissent, en instrumentalisant les droits des femmes à des fins racistes, à se positionner à la fois du côté du rôle traditionnel des femmes dans la famille ET du côté de la défense de l'égalité et du respect de « la » femme, menacé par ce qu'ils appellent « l'islamisation de la société ».

Ces partis offrent aux femmes un discours qui leur propose de lier leurs difficultés socio-économiques, les violences qu'elles craignent ou qu'elles subissent à l'immigration et non au patriarcat²⁸. L'accent est mis sur la peur de l'immigration, faisant passer les positions du parti sur les autres questions (famille, mariage, homosexualité) comme moins cruciales. De plus, les promesses de bien-être économique (basées sur l'exclusion des étrangers) sont rassurantes en période de crise économique. Certains partis d'extrême droite développent des stratégies pour attirer le vote des femmes, manne électorale qu'ils ne peuvent pas négliger s'ils veulent continuer leur progression.

Pour les militantes et candidates, ce sont des partis où il est paradoxalement plus facile de faire sa place que dans d'autres partis (dans un monde politique encore largement masculin et sexiste), car ils sont en manque de femmes. En Belgique, les partis sont en effet dans l'obligation de présenter des listes paritaires. Au-delà de l'obligation de remplir les listes, les idées de la NVA ont notamment attiré plusieurs candidates racisées par conviction, ce qui semble en apparence contradictoire. Mais pour ces candidates, le multiculturalisme et les droits des femmes sont mis en opposition : l'égalité hommes-femmes serait le propre de la culture des pays occidentaux, qu'il faudrait défendre à l'encontre de communautés étrangères qui vivraient en vase clos et brideraient la liberté des femmes. Elles partagent également une vision de l'intégration des étrangers et de l'émancipation des femmes qui passe par l'effort et le mérite, bien plus qu'un changement social et collectif qui mène à une société égalitaire avec et pour toutes. Pour le parti, l'engagement de femmes issues de la diversité améliore leur image et permet de se défendre d'accusation de xénophobie. Tandis que la distinction entre culture occidentale des droits des femmes et les cultures étrangères leur permet de stigmatiser des populations tout en se posant du côté de la modernité et du féminisme²⁹.

²⁸ Elections européennes : pourquoi ces femmes s'engagent à l'extrême droite, Grand Format, *Le Soir*, 22 mai 2019 ; « L'avis de Raoul Hedebouw sur le Vlaams Belang », *rtl info*, 02 juin 2019.

²⁹ « Femmes N-VA et femmes de droite : un combat perdant ? », *axelle*, mars 2019.

6. CONTINUER LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

Les partis d'extrême droite ont lissé leur image mais une analyse de leurs racines, de leurs programmes et de leur communication montre qu'ils sont toujours racistes, sexistes et porteur d'un projet économique excluant. Une analyse de l'échiquier politique montre aussi qu'ils ne sont plus seuls : les partis constitués à la droite de la droite pratiquent sous d'autres formes les mêmes idées et sont souvent prêts à s'allier avec l'extrême droite.

Aujourd'hui, les formes floues du racisme et du sexisme en politique amènent les commentateurs/trices, les médias mais aussi les citoyen.ne.s qui ne s'y retrouvent plus, à se poser la question de savoir si ces partis sont devenus fréquentables ou non. Poser la question, c'est déjà participer à leur stratégie de mise en respectabilité. Raison pour laquelle il est important de s'outiller pour **comprendre et déconstruire** afin de dévoiler le jeu de ces partis et dire et redire qu'ils sont racistes, sexistes et qu'ils ne rencontrent pas les besoins des populations les plus précarisées.

On a vu aussi que les politiques déshumanisantes des gouvernements précédents ont contribué à ce résultat. Une partie des résultats électoraux, au-delà de ce vote pour l'extrême droite, montre également un besoin d'une alternative socio-économique, d'un projet de société plus juste. De même que les nombreux mouvements sociaux qui ont occupé la rue ces dernières années (syndicats, manifestations pour le climat, grève des femmes, ...). Contre l'extrême droite, c'est aussi critiquer chaque diminution des droits dont les partis traditionnels sont responsables. C'est faire entendre les réalités des plus précarisé.e.s dans l'espace public, **construire ensemble une vision critique des rapports de force dans la société et des alternatives de changement solidaires.**

Comprendre et déconstruire, construire des alternatives sont au cœur du travail d'éducation permanente féministe.

Cette nouvelle offensive anti-démocratique nous repose question, au sein de toutes nos activités et tous nos groupes.

Comment informer les femmes des véritables objectifs de ces partis? Quelles sont les réalités de vie qui peuvent pousser à voter pour l'extrême droite et quelles alternatives solidaires peut-on imaginer? Quelles autres formes de participation à la vie publique et démocratique développer, en dehors des élections, pour faire entendre nos voix? Mais aussi, quelles sont nos forces, bel et bien présentes vu l'absence d'extrême droite à Bruxelles et en Wallonie, pour lutter contre ces idées et comment les multiplier? Comment maintenir l'espoir et la solidarité sur ce chemin?